

NOTÍCIAS E RECENSÕES

NOTÍCIAS

DOUTORAMENTO *HONORIS CAUSA* DO PROF. DOUTOR LUÍS A. DE OLIVEIRA RAMOS NA UNIVERSIDADE DE BORDÉUS III

Sobre esta cerimónia transcrevemos a noticia inserida na revista CONTACT, da Universidade de Bordéus III:

«Bordeaux et l'Université ont vécu le vendredi 25 janvier à l'heure ibérique. Débordant largement le cadre universitaire, l'ampleur et l'éclat des manifestations qui se sont déroulées ont donné à cette journée choisie pour l'inauguration de la Maison des Pays Ibériques une dimension particulière.

Il y eut d'abord la remise des insignes de Docteur honoris causa, par le Président Jacques MONFERIER à quatre universitaires espagnols et portugais, les professeurs TUÑON DE LARA de l'Université du Pays basque, JORGE ALARCÃO, archéologue à l'Université de Coimbra, OLIVEIRA RAMOS, recteur de l'Université de Porto et CARO BAROJA, sociologue et écrivain espagnol.

Cette cérémonie, empreinte d'une grande solennité, s'est déroulée en présence d'un public nombreux et de personnalités étrangères et françaises au nombre desquelles on comptait Mme VIRGILI, Secrétaire d'Etat aux Universités espagnoles, les ambassadeurs d'Espagne et du Portugal et les Recteurs de l'Académie de Bordeaux et de l'Université de Bilbao. Succédant à cette manifestation, à 17h 30 arrivait le cortège officiel composé de M. Roland DUMAS, Ministre des Relations Extérieures, accompagné de Mme LALUMIÈRE, Secrétaire d'Etat auprès des Communautés Européennes, des Ministres des Affaires Etrangères d'Espagne et du Portugal, MM. Fernando MORAN et Jaime GAMA, du Sous-secrétaire d'Etat à la Culture espagnol, de M. le Préfet CLAUZEL, de M. MADRELLE, Président du Conseil Régional et des représentants du Ministre de l'Education Nationale et de la Direction du C.N.R.S. Les discours, dans leur ensemble, soulignèrent la vocation historique de l'Aquitaine dans les relations culturelles avec le monde ibérique et exaltèrent l'amitié qui traditionnellement l'unit à ces populations. L'accent fut mis également sur des perspectives d'échanges de plus en plus larges dans l'avenir».

No acto de recepção do grau de Doutor honoris causa o Prof. Oliveira Ramos proferiu a seguinte oração:

Mr. le Président:

En accord avec la tradition, il incombe au nouveau docteur de prononcer un « bref et élégant » discours afin d'exprimer sa reconnaissance pour la distinction qu'il vient de recevoir.

Conscient des déficiences de mon style, mais certain des liens étroits qui me lient à la France et de l'admiration que je voue à l'Université de Bordeaux III, je remercie, avec une profonde émotion, Monsieur le Président, le Conseil Universitaire et, en particulier, l'unité d'enseignement et de recherche d'Histoire, de la haute distinction dont j'ai été l'objet, après la ratification reçue de Monsieur le Ministre de l'Education Nationale.

Je suis honoré d'entrer dans le cénacle des docteurs bordelais que vos prédécesseurs et vous même n'avez cessé de rendre illustre. Je suis reconnaissant au Professeur Poussou, titulaire insigne de l'Université française, pour les paroles aussi doctes qu'aimables qu'il a prononcées. Je le connais comme culteur de l'Histoire, et j'admire particulièrement la rigueur et la haute qualité de ses travaux de démographie historique.

Comme vous le savez, je me consacre à l'étude de la transition de l'Ancien Régime au Libéralisme au Portugal. Une partie de la recherche que j'ai réalisée a un rapport avec le retentissement de la culture française dans le monde portugais. Au cours des années soixante-dix, j'ai établi des relations scientifiques avec quelques illustres professeurs de Géographie et d'Histoire de l'Université de Bordeaux III, dans le cadre du pacte célébré avec l'Université de Porto. J'ai eu l'occasion de connaître personnellement le Professeur Joseph Perez dirigeant le Centre d'Études Nord du Portugal-Aquitaine, où il m'a été donné d'apprécier son talent éminent et le poids de ses initiatives, manifestes dans l'Université et dans la Maison des Pays Ibériques. La teneur des contacts que Porto et sa région ont tissés avec l'Aquitaine est devenue dès lors, pour moi, un nouveau champ de recherche attrayant par la nature des matériaux en cause et aussi parce que c'est une contribution à la mémoire de l'Europe, Europe que je souhaite unie et fraternelle dans la construction de son indépendance et dans le respect des particularismes de civilisation et de culture qui, en définitive, l'enrichissent.

Au sein de l'Europe, Bordeaux et Porto constituent des métropoles régionales qui servent de contrepoint aux capitales respectives. Toutes deux se sont distinguées par la qualité des vins auxquels elles donnent leur nom et par l'importance de leur production et de leur commerce dans la vie des régions dans lesquelles elles s'insèrent. Ce



O Presidente Monfrier saudando os novos doutores

sont aussi d'importantes villes portuaires ayant une longue tradition dans leurs relations avec les Amériques. Porto tourné vers le Brésil grâce à l'émigration et l'échange, Bordeaux connue par les contacts qu'elle entretient avec l'Amérique Centrale et les autres régions d'Outremer. Par les caractéristiques que j'ai évoquées, Bordeaux et Porto configureront toutefois, depuis le Moyen Age, des marches rivaux, à tel point qu'on peut dire que, à des époques diverses, à l'ascension des vins de Bordeaux dans les marches extérieurs correspond le déclin de Porto et vice-versa. Au XVI^e siècle, quand «le savoir de l'expérience accomplie» constitue une contribution fondamentale de la culture portugaise pour l'Europe de la Renaissance, un groupe de professeurs se dirige de Bordeaux vers le Portugal. Parmi eux, André de Gouvêa, ancien recteur du Collège de Guyenne, que Montaigne a qualifié comme «le plus grand principal de France». De tels maîtres renouvelleront à Coimbra le message de l'Humanisme tout en provoquant la colère des conservateurs et la sévérité de l'Inquisition. Parallèlement, l'intransigeante défense de l'unité de la foi provoque une vague d'émigration judaïque vers l'Aquitaine entre le XVI et le XVIII siècles. Bénéficiant du bon accueil qu'ils y reçoivent, les juifs portugais acquièrent un prestige dans différentes activités, se constituent comme «nation», et obtiennent même quelques privilèges. Certains de leurs congénères, par exemple, siègent aux États Généraux réunis en 1789. Au XVI siècle encore, la France est connue par la persécution que ses bateaux font subir aux riches flottes qui font voile vers le Portugal provenant de l'Afrique et du Brésil, de l'Inde et de l'Extrême Orient. A Bayonne siège le tribunal qui, grâce à une décision de votre monarque, s'occupe des litiges qui en découlent. Au cours du XIX siècle, les bateaux à vapeur de la ligne de Bordeaux servent de véhicule de pénétration pour les livres et divers autres produits de votre civilisation dans le Portugal libéral et ils conduisent jusqu'ici des négociants, des intellectuels et des voyageurs désireux de connaître la France. C'est en chemin de fer, et toujours en traversant l'Aquitaine, que passent nombre de ceux qui se dirigent de la France vers le Portugal et ceux qui en reviennent, pratique qui culmine avec la vague migratoire des années 60 et 70, c'est-à-dire, avec l'installation d'un grand nombre de Portugais dans votre pays où ils trouvent résidence et travail. La dernière décennie apparaît, sans aucun doute, comme une période de resserrement des relations scientifiques entre les Universités portugaises et l'Université de Bordeaux, dans des domaines qui vont de la Littérature et de l'Histoire à la Géographie, en passant par l'Economie et par l'Archéologie.

Les vocations du passe, comme la connaissance des réalités présentes dans la sphère universitaire et dans bien d'autres domaines, que nous n'analyserons pas maintenant, montrent qu'il y a des points de convergence et des situations de concurrence entre les deux peuples, particulièrement violente sur le plan économique.

On constate, toutefois, de grandes analogies entre les institutions que nous servons, entre les méthodes que nous suivons, enfin entre la civilisation et la culture que nous représentons.

Ces analogies n'invalident pas la spécificité des régions et des États auxquels nous appartenons. Ce sont, en définitive, des particularités et des rapprochements propres à l'espace européen, riche parce que varie, complémentaire même quand il est le décor d'antagonismes. On peut donc penser qu'il est possible d'élargir et de fortifier le travail qui nous intéresse, en regroupant nos efforts, en encourageant les virtualités, le savoir et l'expérience que nous possédons, et en promouvant la coopération en Europe et dans les continents que la marche de l'Histoire nous a fait connaître.

L'entente entre les États se fonde sur la défense des intérêts permanents de chacun et l'organisation des communautés transnationales passe par l'inventaire rigoureux des problèmes qui découlent de leur formation et de leur agrandissement. L'avenir nous oblige, cependant, à explorer les sources de convergence et, dès maintenant, à tirer parti de l'universalisme universitaire. Le labeur commun réalisé dans ce domaine peut servir de modèle et de base de réflexion pour de plus ambitieuses entreprises de coopération internationale, non seulement à l'échelle européenne, mais encore dans les pays en voie de développement. C'est cela même que préconise le Conseil de l'Europe, forum qui encourage aussi le resserrement des liens entre les Universités du Nord du Portugal, de l'Aquitaine et de la Galice dans les quelles nous sommes insérés et où nous avons été des pionniers. Ces relations, comme celles qui existent entre les Universités scandinaves et celles du Bassin du Rhin, servent la politique de compréhension, assument une forme effective et assurent dans certains cas, ou préparent dans d'autres cas, la construction de l'Europe. C'est à travers d'une politique réaliste, qui ne se fonde pas sur l'idéalisme et sur l'utopie, que doit se former l'unité européenne.

Originnaire d'un pays qui, dans l'espace ibérique, parvint à maintenir son indépendance grâce à la complémentarité économique des régions bien différentes qui le composent, à la volonté de son peuple, à la culture qu'il réussit à forger et aux possibilités d'affirmation extérieure par

La voie atlantique, je crois à l'avenir de l'Europe, malgré toutes les difficultés et tous les malentendus superficiels. En effet, si l'on utilise la réflexion et la rigueur de méthode, si chère aux universitaires et si propre à la France, il nous semble que, divisée, l'Europe tombera sous une dépendance qui, déjà, l'affaiblit aujourd'hui. En contrepartie, nous pensons que, si nous tirons parti des identités qui l'unissent, de ses complémentarités, si nous considérons les différences qui la nuancent comme une richesse, alors elle sera capable de se valoriser et de s'imposer comme une unité vivante de civilisation.

Le projet interdisciplinaire, que des universitaires de formation diverse ont entrepris ou prétendent réaliser, constitue sans aucun doute un trait d'union et une grande force dans la poursuite de ce processus. La collaboration que l'Université de Bordeaux III a établie avec le monde ibérique, collaboration que la Maison des Pays Ibériques et cet acte, dans son symbolisme même, vont animer de multiples façons, lancera un nouveau pont et sera le moteur de ce rapprochement.

En effet, le labeur de cette institution élargit la connaissance et l'interprétation du passé, offre de solides perspectives sur la réalité actuelle et oblige à une méditation prospective, si nécessaire en notre temps.

Je me permets donc de présenter ici mon profond respect et mon admiration pour les artisans et les animateurs de la Maison des Pays Ibériques, mes éloges, sans réserves, à ceux qui l'ont viabilisée. Je me sens honoré d'y participer, bénéficiant ainsi de votre bienveillance et de votre estime. Cette estime s'adresse à l'Université que je représente, elle évoque les alliances culturelles fécondes entre la France et le Portugal et constitue, pour moi, un acte de fraternité dans une Europe que je souhaite libre, indépendante, prospère et intégrée par des personnes conscientes de leur condition humaine.

SOCIEDADE PORTUGUESA DE ESTUDO MEDIEVAIS

Na sequência da renovação e crescente desenvolvimento dos estudos medievais, verificados em Portugal nas últimas décadas, desde há anos se vinha reconhecendo a vantagem de se constituir uma associação destinada a congregar quantos privilegiam a Idade Média como objecto das suas investigações.

Foi por isso que, em finais de 1983, se deram os primeiros passos para concretizar este projecto, tendo-se formado uma comissão *ad hoc*, integrada pelos Doutores Eduardo Borges Nunes (da Universidade de Lisboa), José Mattoso (da Universidade Nova de Lisboa) e Luis Adito da Fonseca (da Universidade do Porto), incumbida de proceder às diligências necessárias à constituição da associação. De seguida, redigiram-se os estatutos, com a estrutura usual em sociedades deste tipo, solicitou-se a aprovação do nome de SOCIEDADE

PORTUGUESA DE ESTUDOS MEDIEVAIS no Registo Nacional de Pessoas Colectivas, e, finalmente, em 7 de Julho de 1985, procedeu-se à escritura notarial dos respectivos estatutos.

Um mês depois, no dia 6 de Julho, reuniu-se na Faculdade de Leiras da Universidade de Coimbra, a primeira Assembleia Geral da SOCIEDADE, com o propósito de eleger os seus primeiros corpos gerentes, tendo-se obtido os seguintes resultados:

ASSEMBLEIA GERAL — Prof. Doutor Artur Nobre de Gusmão; Prol." Doutora Iria Gonçalves; Dr. Armino de Sousa.

CONSELHO FISCAL — Profs. Doutores João Morais Barbosa e Isaias da Rosa Pereira; Dr.^a Leontina D. Ventura.

CONSELHO DIRECTIVO — Profs. Doutores José Mattoso, Humberto Baquero Moreno, Luís Adão da Fonseca, José Marques, Eduardo Borges Nunes, Maria Helena da Cruz Coelho; Dr. José Augusto Sotto Mayor Pizarro.

A primeira actividade cultural da *Sociedade Portuguesa de Estudos Medievais* consistiu no patrocínio dispensado à realização das 2.^{as} *Jornadas Luso-Espanholas de História Medieval*, promovidas pela Faculdade de Letras e pelo Centro de História da Universidade do Porto e aqui realizadas, em Novembro de 1985.

No intuito de dar a conhecer esta *Sociedade* a um público mais vasto arquivámos os seus *Estatutos* nas páginas desta «Revista».

CAPITULO PRIMEIRO Constituição.

Denominação. Sede e Meios

Art. 1.º Constitui-se em Portugal uma Associação Cultural sem fins lucrativos e sem limites de tempo, que adopta a designação de «SOCIEDADE PORTUGUESA DE ESTUDOS MEDIEVAIS».

Art. 2.º A sua sede é na cidade do Porto, na rua do Revilão número quinhentos e vinte e um, freguesia de Ramalde, podendo abrir ou encerrar qualquer delegação em Portugal ou no estrangeiro, conforme o que vier a ser deliberado pelo Conselho Directivo.

Art. 3.º Os fins da Sociedade são promover os estudos sobre Idade Média, organizar reuniões científicas sobre esta temática, colaborar com outras associações congéneres, nacionais ou estrangeiras.

CAPITULO SEGUNDO

Meios

Art. 4.º Para alcançar os seus fins, a Sociedade poderá organizar ou patrocinar a organização de conferências, cursos, seminários, colóquios, mesas-redondas, viagens de estudo, intercâmbios entre professo-

res, investigadores, estudantes e demais interessados; poderá publicar ou patrocinar a publicação de revistas, monografias, boletins informativos ou outras publicações de teor afim; poderá convocar ou patrocinar concursos e outorgar prémios; poderá estabelecer convénios ou outros acordos com outras entidades, portuguesas ou estrangeiras que se dedicam aos mesmos temas de estudo.

Art. 5.º A Sociedade considerará ainda como meios privilegiados para alcançar os seus fins, os seguintes:

- a) A promoção de programas de investigação ou de publicação de fontes, de acordo com os pareceres emanados do Conselho Científico da Sociedade.
- b) A celebração periódica de congressos sobre temas gerais ou de colóquios de carácter monográfico, podendo fazê-lo em colaboração com outras entidades nacionais ou estrangeiras.
- c) A organização de reuniões científicas de carácter particular, abertas à participação dos sócios.

CAPITULO TERCEIRO

Membros

Art. 6.º Podem ser membros todas as pessoas singulares ou colectivas, nacionais ou estrangeiras, que estejam interessadas em dar concretização ao objectivo associativo enunciado no artigo terceiro e que como tal sejam admitidas conforme o disposto nos artigos seguintes.

Art. 7.º Os membros podem ser efectivos, colaboradores, correspondentes, protectores e honorários.

Art. 8.º São membros efectivos aqueles que tenham demonstrado dedicação e interesse pelos estudos medievais concretizados em publicações científicas, que tenham sido propostas por dois membros efectivos e que tenham sido como tal admitidos pelo Conselho Directivo em reunião extraordinária expressamente convocada para o efeito.

Art. 9.º Os membros efectivos serão os únicos que terão voto nas Assembleias Gerais da Sociedade e que poderão ser eleitos para os cargos directivos.

Art. 10." São membros efectivos fundadores os que outorgarem a escritura da Constituição da Associação, bem como todos aqueles que estejam presentes na primeira Assembleia Geral a organizar pela Sociedade.

Art. 11." São membros colaboradores as pessoas individuais que se interessem pelos estudos medievais, que o solicitem por escrito ao Conselho Directivo e que por ele sejam como tal admitidas.

Art. 12.° São membros correspondentes as pessoas individuais estrangeiras que se tenham destacado na investigação sobre temas medievais e que se interessem pela Idade Média portuguesa. Serão nomeados em Assembleia Geral, sob proposta do Conselho Directivo e por iniciativa de pelo menos dois membros efectivos.

Art. 13.° São membros protectores as pessoas individuais ou colectivas, nacionais ou estrangeiras, que tenham contribuído ou contribuam para a manutenção económica da Sociedade. São nomeados pela Assembleia Geral, mediante proposta do Conselho Directivo.

Art. 14.° São membros honorários as pessoas, individuais ou colectivas, que, pelos seus méritos científicos ou culturais, se mostrem credoras desta distinção. São nomeados pela Assembleia Geral, mediante proposta do Conselho Directivo.

Art. 15.° Serão automaticamente eleitos membros honorários os membros efectivos professores catedráticos da Universidade quando passarem à categoria de professores jubilados.

Art. 16.° O número de membros da Sociedade, em qualquer das suas categorias, é ilimitado.

Art. 17.° São direitos dos membros efectivos:

- a) Participar em todas as actividades da Associação.
- b) Participar, intervir e votar nas Assembleias Gerais da Associação.
- c) Eleger e ser eleito para os cargos directivos.
- d) Requerer a convocação de Assembleias Gerais.
- e) Propor candidaturas aos órgãos directivos.
- f) Propor a admissão de novos membros.

Art. 18.° São deveres dos membros efectivos:

- a) Participar nas actividades destinadas à prossecução das finalidades da Associação.
- b) Cumprir as disposições estatutárias da Associação.
- c) Exercer os cargos sociais para que tenham sido eleitos.
- d) Pagar as quotas fixadas pela Assembleia Geral.

Art. 19.º São direitos dos membros colaboradores e dos membros correspondentes os indicados em a) do artigo décimo-sétimo.

Art. 20.º São deveres dos membros colaboradores e dos membros correspondentes os indicados em b) e d) do artigo décimo-oitavo.

Art. 21.º Perde-se a qualidade de membro da Associação com os correspondentes direitos nas seguintes condições:

- a) Quando se deixar de cumprir as obrigações referidas nos artigos décimo-oitavo e vigésimo.
- b) Quando se atentar contra os interesses da Associação.
- c) A petição própria, em carta dirigida ao Presidente do Conselho Directivo.

Art. 22.º A exclusão de um membro (nos casos previstos em a) e b) do artigo anterior), será deliberada em primeira instância, pelo Conselho Directivo, mediante o competente processo disciplinar. Da deliberação do Conselho Directivo cabe recurso para a primeira Assembleia Geral que se reúna após a respectiva comunicação ao membro em causa.

CAPÍTULO QUARTO

Assembleia Geral

Art. 23.º A Assembleia Geral é constituída pelos membros efectivos da Sociedade.

Art. 24.º A Assembleia Geral reúne em sessão ordinária uma vez por ano, para apreciação do balanço, contas e parecer do Conselho Fiscal, aprovação do Relatório Anual do Conselho Directivo, eleição dos corpos gerentes, quando tal for necessário, nomeação de membros correspondentes, protectores ou honorários, ou qualquer outro assunto que se considere oportuno.

Art. 25.º A Assembleia Geral reúne em sessão ordinária sempre que para tal for convocada pelo Conselho Directivo, pelo Conselho Fiscal ou por um número de vinte por cento dos seus membros efectivos (no caso da Sociedade ter mais de duzentos e cinquenta membros efectivos), ou por um mínimo de trinta membros efectivos (no caso de a Sociedade ter menos de duzentos e cinquenta membros efectivos).

Art. 26.º A Mesa da Assembleia Geral é formada por um Presidente, um Vice-presidente e um Secretário, eleitos trienalmente, e sempre reelegíveis, por maioria simples.

Art. 27.º As Assembleias Gerais da Sociedade serão convocadas por aviso postal para cada membro efectivo, com a antecedência mínima de quinze dias. Nesse aviso, serão expressamente referidos: dia, hora, local da reunião e respectiva ordem de trabalho.

Art. 28.º Em primeira convocatória, a Assembleia Geral não poderá funcionar sem a presença de, pelo menos, metade dos membros efectivos em pleno exercício dos seus direitos; no entanto, em segunda convocatória, pode funcionar e deliberar com qualquer número, salvo se houver que tomar deliberações sobre alteração dos Estatutos ou dissolução da Associação, em que se cumprirá o disposto no artigo sessenta e três destes Estatutos.

Art. 29.º Nos avisos referidos no artigo vinte e sete, poderá a reunião ser anunciada simultaneamente em primeira e segunda convocatória, devendo, no caso de anúncio simultâneo, a segunda realizar-se uma hora depois de anunciada a primeira.

Art. 30.º Os membros efectivos podem fazer-se representar por outros membros, mediante simples carta entregue ao Presidente da Mesa no início dos trabalhos, não podendo cada participante na Assembleia Geral representar mais de cinco membros da Associação.

Art. 31.º Compete à Assembleia Geral:

- a) Eleger a Mesa, o Conselho Directivo e o Conselho Fiscal.
- b) Fixar, sob proposta do Conselho Directivo, o montante das quotas e jóia de entrada.
- c) Aprovar o balanço, contas e parecer do Conselho Fiscal.
- d) Aprovar o relatório anual do Conselho Directivo.

- e) Nomear os membros correspondentes, protectores ou honorários.
- f) Alterar os Estatutos.
- g) Dissolver a Associação, nomeando os respectivos liquidatários.
- h) Qualquer outro assunto que, sob proposta do Conselho Directivo, seja considerado oportuno.

Ari. 32.º Na eventualidade apontada em g) do artigo trigésimo-primeiro, os fundos e bens da Associação ficarão à disposição da Academia Portuguesa da História, ou, na sua falta, do destino que a mesma Assembleia Geral entender, de acordo com a legislação em vigor.

CAPITULO

QUINTO Conselho

Directivo

Ari. 33.º O Conselho Directivo é composto por sete membros, eleitos em Assembleia Geral por três anos e sempre reelegíveis, por maioria simples.

Art. 34.º O Conselho Directivo é formado por:

- a) Presidente.
- b) Vice-Presidente.
- c) Secretário-Geral.
- d) Tesoureiro.
- e) Vice-Secretário.
- f) 2 Vogais.

An. 35.º Compete ao Conselho Directivo a representação da Sociedade e a resolução de todas as questões administrativas da mesma, dar execução aos convénios e outros acordos de cooperação celebrados, assim como actuar no sentido de serem cumpridos os objectivos da Associação indicados nos artigos terceiro, quarto e quinto.

Para poderem deliberar, as mesmas reuniões do Conselho Directivo deverão ter a presença de um mínimo de quatro membros, um dos quais deverá ser obrigatoriamente o Presidente ou o Vice-Presidente, e outro o Secretário-Geral ou o Vice-Secretário.

Art. 36.º No prazo de um ano a partir da sua eleição, o primeiro Conselho Directivo deverá elaborar um Regulamento Interno (aprovado

em reunião ordinária do Conselho por um mínimo de cinco membros), de cujo texto poderá, a petição própria, ter conhecimento qualquer membro da Sociedade. Em qualquer momento, por decisão de um mínimo de cinco dos seus membros, o Conselho Directivo poderá alterar, no todo ou em parte, o Regulamento Interno em vigor na altura.

Art. 37.º O Conselho Directivo deverá ainda, nos prazos indicados no respectivo Regulamento, elaborar um relatório anual com o respectivo orçamento.

Art. 38.º Para representar a Associação são necessárias as assinaturas do Presidente e de outro membro do Conselho Directivo, ou do Secretário-Geral e de outro membro do Conselho Directivo.

Art. 39.º O Conselho Directivo pode delegar no Presidente ou no Secretário-Geral os poderes necessários para o exercício de certos actos da sua competência. No caso da movimentação de dinheiro ou da assinatura de cheques, tal delegação pode ser extensiva ao Tesoureiro.

Art. 40.º Cabem ao Presidente do Conselho Directivo as seguintes funções:

- a) Convocar as reuniões do Conselho Directivo.
- b) Propor ao Presidente da Mesa da Assembleia Geral, com prévio acordo do Conselho Directivo, a convocatória das Assembleias Gerais da Sociedade.
- c) Representar legalmente a Sociedade.
- d) Dirigir a execução das deliberações do Conselho Directivo.

Art. 41.º Cabe ao Vice-Presidente substituir o Presidente, em casos de ausência, doença ou sempre que este expressamente o indique.

Art. 42.º Cabem ao Secretário-Geral as seguintes funções:

- a) Executar as deliberações do Conselho Directivo em estreita colaboração com o Presidente.
- b) Coordenar os serviços administrativos da Associação.
- c) Redigir a acta das reuniões do Conselho Directivo e o Relatório Anual.
- d) Substituir o Vice-Presidente, em casos de ausência, doença ou sempre que o Presidente ou o Vice-Presidente expressamente o indiquem.

Art. 43.º Cabe ao Tesoureiro organizar a contabilidade da Associação, cobrar quotas e jórias, bem como outras eventuais fontes de rendimento da Sociedade, efectuar os pagamentos decididos pelo Conselho Directivo, e redigir o orçamento.

Art. 44.º Cabe ao Vice-Secretário coadjuvar o Secretário-Geral nas funções indicadas em a), b) e c) do artigo quadragésimo-segundo.

Art. 45.º Por razões de maior operacionalidade dos serviços de secretaria da Sociedade, procurar-se-á que tanto o Secretário-Geral como o Vice-Secretário residam na mesma cidade.

Art. 46.º O Conselho Directivo reunir-se-à, pelo menos, uma vez cada semestre, e sempre que o Presidente o convoque. As deliberações serão tomadas por maioria simples dos votos.

CAPÍTULO SEXTO

Conselho Fiscal

Art. 47.º O Conselho Fiscal é constituído por três membros, eleitos por três anos, sempre reelegíveis, pela Assembleia Geral, os quais escolherão entre si o Presidente.

Art. 48.º Compete ao Conselho Fiscal:

- a) Fiscalizar a legalidade das operações financeiras da Sociedade.
- b) Elaborar pareceres sobre os relatórios, balanços e contas de cada exercício.
- c) Solicitar ao Conselho Directivo os elementos que julgue necessários à prossecução dos seus fins.
- d) Convocar a Assembleia Geral extraordinária quando entender necessário discutir matérias da sua competência.

CAPÍTULO SÉTIMO

Conselho Científico

Art. 49.º O Conselho Científico da Associação é um órgão consultivo do Conselho Directivo e da Assembleia Geral que tem como missão dar pareceres sobre matéria de natureza científica relacionadas com os fins da Sociedade.

Art. 50.º O Conselho Científico reunirá sempre que o seu Presidente o convocar ou quando tal for solicitado pelo Conselho Directivo ou pela Assembleia Geral.

Art. 51.º A convocatória e funcionamento do Conselho Científico obedecerão a normas idênticas às que foram indicadas para a Assembleia Geral nos artigos vigésimo-sétimo a vigésimo-nono.

Art. 52.º Farão parte do Conselho Científico da Sociedade os seguintes membros efectivos da Associação:

- a) O Presidente do Conselho Directivo por inerência do cargo.
- b) O Presidente da Mesa da Assembleia Geral por inerência do cargo.
- c) O Secretário-Geral do Conselho Directivo por inerência do cargo.
- d) Todos os anteriores Presidentes de Conselhos Directivos ou de Mesas da Assembleia Geral, no pleno exercício das suas funções.

Art. 53.º Como disposição transitória, farão parte do Conselho Científico da Sociedade todos os professores catedráticos das Universidades Portuguesas à data da realização da primeira Assembleia Geral e que sejam membros da Associação.

Art. 54.º O Presidente do Conselho Directivo será automaticamente o Presidente do Conselho Científico; igualmente o Secretário-Geral do Conselho Directivo será automaticamente o Secretário do Conselho Científico.

CAPÍTULO OITAVO

Património Associativo

Art. 55.º Constituem receitas da Associação:

- a) As quotas e jóias pagas pelos membros.
- b) Os subsídios, doações, heranças, legados e participações que lhe sejam atribuídos.
- c) Os rendimentos de bens ou de capitais próprios.
- d) O pagamento de serviços prestados pela Associação no âmbito das suas actividades correntes.
- e) A receita de publicações, cursos, seminários e outros promovidos pela Associação.

Art. 56.º Os fundos da Associação estarão depositados, em nome dela, numa entidade bancária portuguesa. O manejo destes fundos será feito pelos membros do Conselho Directivo indicados no artigo trigésimo-nono, de acordo com o estipulado no Regulamento Interno referido no artigo trigésimo-sexto.

Art. 57.º Qualquer movimento de dinheiro em valor superior a cinquenta por cento do orçamento anual deverá ser assinado pelos três membros do Conselho Directivo indicados no artigo trigésimo-nono.

CAPÍTULO NONO

Disposições Adicionais

Art. 58.º O ano associativo terá início no dia um de Outubro e finalizará no dia trinta de Setembro.

Art. 59.º Sempre que se verifique a ausência, impedimento prolongado, exoneração ou demissão de qualquer elemento dos corpos sociais eleitos, será nomeado um substituto até ao termo do mandato em curso, por deliberação conjunta dos membros da Mesa da Assembleia Geral, Conselho Directivo e Conselho Fiscal. A nomeação será feita por maioria simples dos membros presentes.

Art. 60.º Nos casos previstos no artigo anterior, a convocatória para essa reunião extraordinária será feita com um mínimo de quinze dias de antecedência, pelo Presidente do órgão em cujo seio se verificou a baixa, cabendo as funções de secretariar ao Secretário Geral do Conselho Directivo. No caso de a baixa ser de um dos três presidentes (Assembleia Geral, Conselho Fiscal, Conselho Directivo), a convocatória será feita pelo membro mais antigo dos outros dois presidentes. No caso da baixa ser do Secretário-Geral, caberá ao Vice-Secretário secretariar a reunião em causa.

Art. 61.º Para efeitos de determinação da antiguidade dos membros da Sociedade, será utilizado um duplo critério: em primeiro lugar, a data de admissão pelo Conselho Directivo; em segundo lugar, e no caso de existir mais de uma admissão simultânea, a data da proposta de admissão.

Art. 62.º A Associação fica sujeita às leis e tribunais portugueses, sendo o foro da comarca do Porto o único competente para derimir questões emergentes dos actos sociais.

Art. 63. A modificação dos presentes Estatutos, prevista na alínea f) do artigo Trigésimo-Primeiro, só poderá ser aprovada em Assembleia Geral extraordinária, expressamente convocada com esse fim, exigindo-se que todos os acordos o sejam, pelo menos, por três quartos de votos dos membros presentes; esses votos emitidos, por sua vez, têm de representar um mínimo de cinquenta por cento dos sócios efectivos.

Para a dissolução da sociedade, prevista na alínea g) do mesmo artigo trigésimo-primeiro, são necessários., no mínimo, os votos de três quartos do número total de associados.

Art. 64° Os cargos directivos da Associação não serão remunerados.

COLÓQUIO INTERNACIONAL DE PALEOGRAFLA

1 —Tendo participado no «Sétimo Colóquio do Comité Internacional de Paleografia», realizado em Londres, de 17 a 21 de Setembro de 1985, integrado num grupo reduzido ao signatário c às Sras. Prof.^a Maria Helena da C. Coelho e Dra. Maria José Azevedo Santos, ambas da Faculdade de Letras de Coimbra, dado que o membro efectivo do Comité, Prof. Isaías da Rosa Pereira, ficou retido em Paris, por doença, não poderia deixar de registar nas páginas desta «Revista» alguns dos aspectos mais significativos desta importante reunião científica, cuja modelar organização se ficou a dever à equipa presidida pelo Professor T. Jullan Brown.

Como é óbvio, salientarei os aspectos científicos. Antes, porém, cumpre-me esclarecer que as duas primeiras sessões, realizadas na tarde do dia 17 e na manhã seguinte, foram reservadas a *Assembleia Geral dos Membros do Comité Internacional de Paleografia*, que procedeu à revisão dos Estatutos, eleição da Direcção para o próximo quinquénio e à escolha do país onde terá lugar o Colóquio de 1990, tendo a votação consagrado a candidatura da Espanha. Além disso, na sequência do processo iniciado havia alguns anos, esta Assembleia Geral criou o Comité Internacional de Paleografia GREGA, passando, por isso, o antigo Comité a designar-se Comité Internacional de Paleografia LATINA.

Esta decisão, aliás transmitida e explicada a todos os participantes, traduz, de forma inequívoca, o crescente interesse pelos estudos paleográficos verificado no estrangeiro, incluindo a vizinha Espanha, em cujas Universidades há a cátedra de Paleografia.

Estes factos são tanto mais dignos de registo quanto é certo que, em Portugal, pelo Decreto-Lei n.º 53/78, de 31 de Maio, a *Paleografia e Diplomática* ficou reduzida à condição de simples disciplina de opção!

2— Quanto à temática das comunicações apresentadas e discutidas, pode-se afirmar que visou dois aspectos fundamentais, embora suficientemente amplos e de candente actualidade a *escuta* e o «livro».

2.1.— De entre as comunicações que se ocuparam da *escrita*, impõe-se salientar a de John David Thomas sobre algumas das cerca de 250 placas encontradas em Vindolanda, junto da muralha de Adriano, na Inglaterra, e procedentes de vários pontos do Império Romano, sendo muitas delas «ordens de serviço», como diríamos hoje, e correspondência enviada por familiares de soldados aí estacionados. A análise paleográfica destas placas.

que, em muitos casos, recordam os grafitos de Pompeia, além de permitir elaborar uma «geografia» de algumas variantes da escrita capital romana nas suas formas cursiva e rústica, obriga a antecipar de mais de um século as primeiras manifestações da transição para a minúscula primitiva. Espera-se que a continuação do estudo dessas placas numa perspectiva paleográfica ajudará a fixar rima cronologia rigorosa das formas minúsculas do alfabeto latino.

No âmbito da história da escrita situaram-se, igualmente, outros estudos, como os apresentados por Jullan Brown, subordinado ao título *A Nortímbrian schoolbook: Paulinus de Nola*, que se encontra no códice *Valicanus Palalinus 235*, e por James J. John sobre *The Calligraphy Book of Gregorius Bock of Ochsenhausen*.

Por sua vez, Gerhardt Powitz, de Frankfurt am Main, ocupou-se da gótica cursiva em códices do século XV, mais concretamente nas apostilas dos estudantes universitários, cuja escrita reflectia os hábitos caligráficos adquiridos nos centros de ensino por eles frequentados nas respectivas localidades de origem, antes de iniciarem os estudos universitários. Conforme foi observado por diversos intervenientes no debate desta comunicação, o tipo de fontes utilizadas pelo autor, para já, é único, não sendo previsível a realização de estudos similares noutras regiões — aliás indispensáveis para se proceder à necessária comparação — dada a inexistência, ou pelo menos o desconhecimento, de fontes idênticas e em quantidade suficiente.

É indiscutível que o conceito englobante de *Paleografia* defendido por Jean Mallon está subjacente à apresentação de algumas destas comunicações. Tal conceito, no entanto, não reúne a concordância absoluta de todos, como ficou bem patente na exposição do professor Gilissen, ao contestar a importância atribuída ao *ductus* por Jean Mallon, que o considerava como o fio condutor e explicativo da evolução da escrita romana. Para mais, a posição tantas vezes expressa por J. Mallon não se apoia, segundo Gilissen e outros investigadores intervenientes no debate, numa cronologia convincente.

2.2. — O *livro medieval* — c a cie que os autores se referem quando utilizam a expressão «manuscrits médiévaux» — polarizou também um elevado número de comunicações.

Uma das preocupações actuais dos especialistas é a da elaboração de um inventário geral dos livros («manuscrits») medievais *datadas* e *datáveis*. Daí que o professor Gumbert tenha centrado a sua intervenção neste Colóquio nos *princípios* e *regras* a observar na elaboração do desejado inventário ilustrado dos livros medievais datados e datáveis, onde não deverá faltar a descrição codicológica.

Relacionada com este projecto está a atenção actualmente prestada ao problema da datação dos códices *não datados*. Nesse sentido se orientaram as comunicações de M.me Monique-Cécile GARAND, que se ocupou de alguns critérios utilizáveis em ordem à datação dos códices medievais, tendo sublinhado a importância dos calendários litúrgicos, dos cálculos e de certos dados históricos. Cheia de novidade neste domínio foi também a exposição de E. Pouille, subordinada ao título: *L'Astronomie dans la datation des manuscrits médiévaux*.

Pela sua importância no plano cultural, é do maior interesse detectar os centros culturais donde provêm os diversos códices, cuja circulação há Ioda a conveniência em determinar. Nesse sentido se orientou a comunicação do professor A. Mundo, de Barcelona.

Os aspectos codicológicos não foram esquecidos, com particular incidência no problema da *encadernação*, tratado por M. Gullick ao falar de *Some observations on Twelfth-Century English Bookbindings*.

Esta breve síntese é suficiente para acentuar a importância e o interesse deste Colóquio, tornando-se desnecessário entrar em mais pormenores relativos à temática desenvolvida.

3. — Integradas neste Colóquio, foram expressamente preparadas diversas *exposições* de preciosos livros medievais, incunábulo e documentos avulsos, que todos os participantes tiveram oportunidade de observar na British Library, no Lambeth Palace, no Eton College, no Departamento de Paleografia da Universidade de Londres e ainda na sede da *Sotheby's*, que desde 1744 se dedica ao comércio de preciosidades bibliográficas manuscritas, incunábulo e outras raridades.

Durante o Colóquio, diversas Editoras apresentaram também as suas publicações mais recentes, merecendo especial referência as edições fac-similadas de numerosos códices, das quais a Portugal quase não chegam NOTÍCIAS... Numa perspectiva cultural, não posso deixar de lamentar que as tiragem destas obras sejam tão reduzidas que o preço a que são lançadas no mercado continua a ser inacessível a docentes e investigadores e até mesmo a muitas das nossas Faculdades.

Para além dos aspectos evocados, sublinharei ainda a utilidade dos contactos com os maiores vultos da ciência paleográfica e a visão de conjunto que foi possível obter acerca do estado actual destes estudos e das várias iniciativas em curso, como a da publicação da «*Gazette du livre medieval*», praticamente desconhecida entre nós.

* * *

Face ao nível já atingido pelos estudos paleográficos, diplomáticos e codicológicos além fronteiras e ao crescente interesse que por eles continua a existir, mais avulta a premente necessidade de se retirar a disciplina de *Paleografia e Diplomática* da lamentável condição a que foi oficialmente reduzida pelo Decreto-Lei n.º 53/78, de 31 de Maio. Nesta matéria têm os Conselhos Científicos das várias Faculdades de Letras uma palavra a dizer. Entretanto, porém, urge concretizar a ideia da constituição de uma *Associação Portuguesa de Paleografia, Diplomática e Codicologia*.

J. Marques

2.^{AS} JORNADAS LUSO-ESPAÑOLAS DE HISTÓRIA MEDIEVAL

Entre 14 e 17 de Novembro de 1985 realizaram-se no Porto as 2.^{as} Jornadas Luso-Espanholas de História Medieval.

Nas cerca de oitenta comunicações, apresentadas por investigadores que representavam grande número de instituições universitárias portuguesas e espanholas, bem como por historiadores da Itália, Inglaterra e Alemanha, foram tratados nas suas diversas vertentes temas de História Medieval dos reinos peninsulares, e nomeadamente as relações entre esses reinos.

Nas sessões plenárias, em que se pretendeu fazer o ponto da situação de grandes áreas de investigações, intervieram os Profs. Doutores José Mattoso (A formação de Portugal e a Península Ibérica dos séculos XII e XIII), Manuel González Jimenez (La reconquista e repoblación del Occidente Peninsular), A. H. de Oliveira Marques (As relações diplomáticas entre Portugal e os reinos peninsulares nos séculos XIV e XV), Luís Adão da Fonseca (As relações comerciais entre Portugal e os reinos peninsulares nos séculos XIV e XV), J. A. Garcia de Cortázar (La sociedad rural peninsular en la época medieval), Carlos Alberto Ferreira de Almeida (Influências espanholas na paisagem artística medieval de Portugal), Luis Suárez Fernández (La crisis portuguesa de 1383-1385 en el ámbito peninsular) e Hum-

berto Baquero Moreno (Portugueses exilados em Castela durante a crise dos finais do século XIV).

Aguarda-se a publicação, para breve, das *Actas das Jornadas*.

(H. D.).

DOUTORAMENTO EM HISTÓRIA DA IDADE MÉDIA

Nos dias 17 e 18 de Dezembro de 1985 tiveram lugar, na Faculdade de Letras do Porto, as provas de doutoramento de Armando Luís de Carvalho Homem. O júri era presidido pelo vice-reitor da Universidade do Porto, Prof. Dr. Cândido dos Santos, e constituído pelos Profs. Doutores Oliveira Marques, Salvador Dias Arnaut, Baquero Moreno, Oliveira Ramos, Luís Fonseca e José Marques. Foram arguentes da dissertação principal, intitulada «O Desembarço Régio, 1320-1433», os Profs. Doutores Oliveira Marques e Baquero Moreno. A apreciação do trabalho complementar, «Conselho Real ou Conselheiros do Rei? — A propósito dos privados de D. João I», esteve a cargo do Prof. Dr. Salvador Dias Arnaut.

O candidato foi aprovado por «unanimidade, com distinção e louvor».

CRIMINALIDADE E JUSTIÇA CRIMINAL

Por ocasião do Congresso de História Económica que se realizou em Edimburgo, em 1978, constituiu-se a «International Association for the History of Crime and Criminal Justice». Esta Associação é actualmente secretariada por Maurice Aymard (da Maison des Sciences de l'Homme, de Paris), Pieter Spierenburg (da Erasmus Universiteit, de Roterdão), e E. H. Monkkonen (da Universidade da Califórnia, Los Angeles), e conta já com correspondentes na Áustria, Bélgica, Canadá, Dinamarca, Estados Unidos, França, Grã-Bretanha, Holanda, Itália, Espanha, Polónia, República Democrática Alemã, República Federal Alemã, Suécia e Suíça.

Entre as suas actividades, destacam-se a realização de dois encontros anuais — um mais informal, em estilo de seminário, outro de maiores dimensões — e a edição de um boletim informativo, o «I.A.H.C.C.J. Newsletter (Supplement to Maison des Sciences de l'Homme Informations)». Inclui este boletim NOTÍCIAS de iniciativas, em todo o mundo, relacionadas com o estudo do crime e da justiça criminal, informações bibliográficas, recensões críticas, textos do fundo, etc.

Em Portugal dão-se neste momento os primeiros passos no sentido de publicitar a I.A.H.C.C.J. Uma vez que a distribuição do boletim e de outros textos da Associação é gratuita, as pessoas eventualmente interessadas em recebê-los terão apenas de comunicar esse desejo e o seu endereço postal para a morada abaixo indicada.

Independentemente do boletim, pede-se que sejam enviadas para esse mesmo endereço todas as informações de interesse sobre iniciativas, encontros ou publicações ligados à criminalidade, à justiça criminal e à sua história.

Toda a correspondência deve ser remetida para:

Luís Miguel Duarte
Faculdade de Letras do Porto
Rua do Campo Alegre, 1055
4100 PORTO